

Compte rendu de la réunion du 9 mars 2002
« Sur la crise argentine »

Ce document est plutôt à usage interne du groupe. Il n 'a pas été édité et les comptes rendus des groupes ont des statuts très différents. Groupe 1 : un texte de Jérôme Sgard qui avait servi de texte introductif à la discussion, groupe 2 : une reprise d'un texte de Luis Miotti et Carlos Quenan de 1996 sur les grands traits macroéconomiques de l'Argentine –texte qui aurait pu servir d'introduction aux débats-, groupe 3 : un relevé par Carlos Quenan des principaux points soulevés en séance, groupe 4 : un long développement par Susana Penalva à partir de des questions soulevées en séance , texte à discuter comme une relance du débat sur la crise sociale, enf in groupe 5 : une courte synthèse par Marie France Shapira de la discussion sur la crise politique.

Il s'agit donc en l 'état de matériaux à reprendre et développer dans nos discussions à venir.
Pascal Petit , 17 avril 2002.

SOMMAIRE

Compte rendu du groupe 1 (p2 à 9)

**« Le rôle des institutions internationales dans l'évolution de la crise Argentine»,
organisateur R. Boyer (avec la coopération de J. Sgard)**

Compte rendu du groupe 2 (p10 à 13)

**« Les leçons de la macro économie des années 90 »
organisateur L. Miotti**

Compte rendu du groupe 3 (p 14 à 16)

**« Les enseignements de l'histoire longue de l'Argentine »
organisateur C. Quenan**

Compte rendu du groupe 4 (p16 à 30)

**« La crise sociale contemporaine »
organisateur S. Penalva**

Compte rendu du groupe 5 (p31 à 34)

**« La crise politique »
organisateur M. F. Schapira**

Compte rendu de la réunion du 9 mars 2002 à l'ENS/Jourdan
« sur la crise argentine »

Compte rendu du groupe 1
« sur le rôle des institutions internationales dans l'évolution de la
crise Argentine»,
organisateur R. Boyer (avec la coopération de J. Sgard)

La crise en Argentine : de la crise financière à la crise monétaire
 Jérôme Sgard

La crise en Argentine est entrée dans une phase aiguë au début de 2002, à l'issue d'une maturation particulièrement longue. Contrairement aux scénarios de rupture inattendue créant un choc international violent, comme lors de la crise russe de 1998, on a vu approcher le désastre de très loin. Et quand il est arrivé, l'effet de surprise a été nul et la contagion financière inexistante. Le paradoxe est assez étonnant. Depuis 1995, des dizaines de contributions savantes ont tenté définir des « indicateurs avancés » ou des « tableaux de bord » permettant d'anticiper les crises financières ; dans le même temps, le Fonds Monétaire menait un grand tapage pour que les pays menacés lui fournissent une information « prompte et transparente », qui laisserait le temps, face à une crise montante, de mettre en place une stratégie de *containment*. Or voilà qu'un des principaux pays émergents, un des modèles des années 1990, porteur d'une dette de près de 130 milliards de dollars, fait naufrage lentement pendant des mois, sinon des années, sans que personne apparemment ne réagisse.

Pour comprendre comment l'Argentine est de nouveau tombée dans une crise aiguë et pourquoi on a fait si peu pour échapper au désastre, il faut prendre en compte deux types de facteurs : d'une part un certain nombre de contraintes structurelles, parfois très anciennes, et de l'autre une règle du jeu institutionnelle adoptée en 1991 pour stabiliser l'environnement monétaire – le *Currency Board*. Les premières éclairent pourquoi l'économie a finalement peu profité des réformes des années 1990 et s'est révélée finalement très fragile ; la seconde permet de comprendre la mécanique du désastre et la difficulté de lui échapper.

Une histoire qui n'en finit pas ?

Si l'on replace la crise actuelle dans l'histoire économique argentine, depuis la plus longue jusqu'à la plus courte durée, l'élément le plus frappant est sans doute le poids avec lequel pèse encore les deux grandes ruptures du XX^{ème} siècle. La première, au début des années 1930, a mis un terme au modèle classique de croissance extravertie : inventé dans les années 1870-1880, il avait donné à ce pays un niveau de vie relatif de type européen. La fermeture brutale des marchés internationaux, à partir de 1932, a été suivie de l'adoption d'une politique de substitution d'importation, qui n'a été relâchée que très progressivement à partir des années 1970. Résultat, ce pays de petite taille, dont on pourrait s'attendre à ce qu'il exporte au moins 25 ou 30% de son Pib, n'en exporte que 8%, soit moins que les Etats-Unis ou la zone euro. Ceci, bien sûr, a freiné la croissance de l'économie, mais aussi sa capacité à servir sa dette extérieure, qui butte très vite sur la faiblesse des recettes d'exportations. C'est ainsi qu'après le défaut de 1933, le boom du crédit des années 1974-1981 a abouti à une réduction de dette en 1991 (Plan Brady), avant que l'on recommence encore la même opération, dix ans après.

La seconde rupture historique est l'inflation des années 1980. Non seulement elle a imposé *in fine* un régime monétaire très rigide, mais elle a aussi détruit le système financier et réduit durablement le niveau de l'épargne intérieure. Le financement de l'Etat et des entreprises est limité à la fois par la faiblesse des ressources disponibles et par le refus des épargnants de placer leurs fonds en monnaie locale. Il faut donc leur offrir des actifs libellés en dollars -

notamment pour éviter la fuite des capitaux - tout en faisant appel en plus aux capitaux étrangers. Le paradoxe de l'économie argentine est donc qu'elle est très ouverte au plan financier (balance des capitaux) alors même qu'elle est très fermée au plan commercial. Ceci rend d'autant plus difficile toute dévaluation : son coût financier est très élevé et peut entraîner une crise d'insolvabilité (réévaluation de la dette extérieure), alors que ses bénéfices immédiats sur les exportations et la croissance sont faibles. L'écho toujours puissant des crises des années 1930 et 1980 exprime l'échec de ce pays, depuis soixante-dix ans, à trouver un régime de croissance solide, reposant sur une intégration stable dans l'économie mondiale. C'est en quoi l'Argentine est un pays qui n'est pas encore sorti du XIX^e siècle. Et parce que le monde a changé, elle n'arrête pas de tomber en faillite.

Pourtant il n'y avait pas de fatalité à l'œuvre, qui d'avance aurait condamné au cauchemar le rêve d'un retour à l'âge d'or, nourri pendant dix années de *Currency Board* et de réformes libérales. Depuis 1991, des erreurs ont aussi été commises et des incohérences ont marqué ces réformes. Pour une bonne part, elles renvoient à un contresens principal : les dirigeants argentins ont cru pouvoir construire en quelques années une économie très libérale et déréglementée, tout en restant dans l'économie politique traditionnelle dont ils étaient le produit et les principaux bénéficiaires. Comme dans tant d'autres pays, la simplicité formelle du discours libéral et des réformes les plus techniques a permis de faire « comme si » une économie de marché se construit simplement par le « retrait » de l'Etat et la « libération » de l'initiative individuelle, alors qu'elle demande une redéfinition de leur *rapport* – ce qui est beaucoup plus complexe.

L'autoritarisme péroniste, ses penchants clientélistes et son mépris pour l'Etat de droit se sont alors additionnés à une approche technocratique des réformes, chacun trouvant son compte à ne pas entendre les appels répétés à l'équité sociale ou à la lutte contre la corruption. Tel était le fond de l'alliance improbable entre Carlos Menem – dont les méthodes sont un pur produit des années 1950 - et Domingo Cavallo, Docteur de Harvard et grand ingénieur des réformes financières, entre 1991 et 1996 (voir Sgard 1996). Le premier a alimenté l'iniquité et l'abus de pouvoir, le second les a entérinés. Il n'est pas interdit de penser qu'au-delà de résultats économiques décevants, cette torsion des réformes a contribué à la fragilité de la société civile comme à la faible légitimité des institutions et des forces politiques. En décembre 2001, le sauve-qui-peut et la violence sociale ont été d'autant plus irrésistibles que, depuis longtemps, tout avait été fait pour convaincre chacun que le bien public et l'action collective n'appartenaient qu'au petit nombre.

La dynamique de la crise : le rôle du *Currency Board*.

Ceci ne répond pas entièrement à la question initiale : pourquoi n'a-t-on rien fait pour éviter la crise finale et tenter de corriger le tir ? Face à une crise bancaire et à une attaque spéculative (interne ou externe), on s'attendrait à ce que toute Banque centrale change de politique bien plus tôt, qu'elle soit corrompue ou intègre, compétente ou dilettante. C'est ici qu'il faut prendre en compte la spécificité du *Currency Board* - cette institution monétaire dont on a cru peut-être que, de par son extrême rigidité, elle compenserait l'extrême faiblesse de (presque) toutes les autres institutions publiques.

On sait que ce régime monétaire a été adopté en avril 1991, à l'issue d'une des hyperinflations les plus destructives de l'histoire économique (Canavese 1992, Cavallo et Cottani 1997). Cette règle, qui est un héritage direct de l'étalon-or antérieur à 1914, limite étroitement les marges manœuvres du gouvernement et de la Banque centrale. L'hyperinflation étant l'effet d'un abus massif et répété de l'émission monétaire, il s'agit de lier les mains des autorités par un mécanisme public, institutionnalisé et aisément vérifiable. Ainsi, espère-t-on, les agents accepteront de détenir *encore* quelques pesos (plutôt que des dollars), malgré les pertes énormes qu'ils ont subi pendant des années du fait d'une politique monétaire irresponsable (sur l'expérience des années 1980, voir notamment Balino 1991,

Machinea et Fanelli 1988, Giorgio 1989). Tel est le paradoxe de ce régime : d'un côté il a pour objet de sauver ce qui peut encore l'être de la monnaie nationale, de l'autre il limite au plus étroit l'usage qu'on peut en faire, comme outil de politique économique. En revanche la dollarisation complète et volontaire, comme l'a appliquée l'Equateur en 2000, rompt avec cette ambiguïté et rend beaucoup plus difficile toute reconstruction d'une monnaie nationale.

Techniquement le *Currency Board* repose sur deux principes. D'une part, le taux de change est fixé en principe définitivement sur le dollar (au pair), ce qui implique que le pays renonce à mener une politique de change active : en cas de perte de compétitivité commerciale, par exemple, il faudra faire baisser les salaires et les prix nominaux, au plan interne, ce qui est beaucoup plus compliqué. D'autre part, toute émission de monnaie nationale répond automatiquement à un accroissement équivalent des réserves de change de la Banque centrale ; et, vice-versa, une perte de réserves entraîne une contraction de la masse monétaire et donc du crédit. La politique monétaire est alors entièrement déterminée par l'addition de deux variables : les taux d'intérêts américains, qui sont la référence de base (le *benchmark*), et la prime dite de « risque-pays » qui reflète le fait que, toutes choses égales par ailleurs, prêter à la même entreprise en Argentine ou aux Etats-Unis n'implique pas le même risque d'investissement. Si on anticipe que le pays finira par dévaluer, ou imposer un contrôle des changes, ou qu'il connaîtra une longue récession porteuse de faillites, ces attentes se repercuteront dans le coût de financement *ex ante*.

Idéalement, le but du jeu est d'acquérir toujours plus de « crédibilité », celle-ci permettant une baisse de la prime de risque : dès lors, la dette publique serait plus aisée à gérer et, surtout, les entreprises pourraient bénéficier d'un financement meilleur marché, qui soutiendrait la croissance. Tel est le Saint Graal sur lequel les autorités argentines ont cru mettre la main, après leur succès face à la contagion mexicaine, en 1995. Or c'est le contraire qui s'est passé, comme le montre le graphique ci-joint [GRAPHIQUE]. La situation s'est irrémédiablement dégradée jusqu'à devenir intenable, à la fin décembre 2001 : non en raison d'une politique monétaire américaine inadaptée, mais du fait de la composante risque-pays, qui a atteint alors plus de 40 points de pourcentage. Dans un pays en légère déflation, ceci implique que toute dette, publique ou privée, est prise dans une dynamique d'accroissement exponentiel qui, en quelques mois, conduit à la faillite sans reprise possible de la croissance. C'est en quoi la hausse des taux d'intérêt témoigne d'un raccourcissement irrésistible de l'horizon temporel des agents – Etat ou entreprises – alors même que l'automatisme et la prévisibilité absolues du *Board* devaient allonger la temporalité économique.

Il est alors possible, rétrospectivement, de dater de 1996 ou de 1997 la divergence qui a engagé le pays sur une trajectoire catastrophique : c'est à ce moment-là qu'il aurait du amorcé sa sortie du *Board*. Il n'est nullement nécessaire, pour expliquer le refus de changer de cap, d'en appeler à l'aveuglement d'« idéologues monétaristes », à une Banque centrale défendant son honneur de manière stupide, ou encore à des pressions extérieures et intéressées (FMI, administration américaine, Wall Street, etc). La marche au désastre a été d'autant plus irrésistible que *tous* les acteurs ont été pris dans le même piège. Tel est le fonds du désastre, qui renvoie à une logique d'action collective : il était certes possible d'envisager diverses solutions techniques pour sortir d'un *Board* (Sgard, *ibid*), le problème est qu'il n'y avait pas de bon moment pour prendre la décision.

De deux choses l'une. Quand la situation est bonne, ce régime n'est pas vraiment gênant et quiconque suggérerait de le relâcher serait immédiatement accusé d'affoler les marchés et de mettre en question la croissance. Mais quand la situation se détériore, il en va de même : plus on avance dans la crise, et plus les incitations sont fortes pour ne lâcher *à aucun prix*. Cela parce qu'au lendemain d'un décrochage, la Banque centrale n'aurait ni la crédibilité ni les instruments pour engager une gestion active de la monnaie et du change, lui permettant d'avoir prise sur les marchés. Dans un contexte de panique et d'incertitude politique

maximale, on s'expose alors à une dollarisation spontanée, qui détruirait à la fois le peso, les banques et une grosse partie de l'épargne intérieure. La paralysie des responsables politiques s'explique avant tout par l'incertitude et les risques extrêmes que présentait toute sortie à chaud du *Board*. Et l'expérience a confirmé l'anticipation.

Face à cette contrainte sur l'action, le constat des risques encourus a été de peu de poids, aussi visible était le cercle vicieux dans lequel s'est enfoncé le pays, après la dévaluation brésilienne de janvier 1999: difficultés commerciales, récession, incapacité à réduire le déficit budgétaire, gonflement de la dette publique, méfiance des investisseurs, taux d'intérêt de plus en plus élevés. Les plans FMI se sont donc succédés, sans reprise de la croissance et sans retour des capitaux privés, jusqu'à ce qu'on entre dans un scénario de « fin de partie ». La situation est connue - on l'a observée en Russie en 1998 : l'air vibre d'une panique imminente, la situation se dégrade de jour en jour, chacun s'affaire à se prémunir du désastre, mais on multiplie à perte de vue les faux-semblants : ultime programme FMI, nouvelles coupes dans les dépenses sociales, raid du Ministère des Finances sur les fonds de pensions, renégociation au rabais de la dette publique, subvention aux exportations¹.

Dans les faits, la dernière option raisonnable pour sortir du *Board* s'est vraisemblablement ouverte après le rappel de Cavallo au Ministère des Finances, lors des négociations avec le FMI de l'été 2001. Il y a fort à parier en effet que tout le monde, à commencer par le Fonds, était disposé laisser le sauveur de l'Argentine défaire ce qu'il avait fait dix ans plus tôt. Mais, à nouveau, celui-ci a répété comme tout le monde qu'il ne changerait rien à la règle du jeu. Résultat, on a lâché le *Currency Board* quatre mois plus tard, quand (presque) tout le reste avait déjà lâché : l'ordre public, les autorités élues, les banques et le crédit extérieur du pays.

La fin de partie : de la crise financière à la crise monétaire.

Dans cette toute dernière phase, l'élément le plus significatif est toutefois le passage d'une crise portant sur le change et la dette, à une crise de nature monétaire : ceci se reflète dans la violence sociale des mois suivants et dans les coûts collectifs que supportera le pays. Jusqu'en 2000, pour résumer, l'enjeu principal était l'interaction entre la récession et le gonflement de la dette publique, aboutissant à un problème de solvabilité. Ceci a conduit finalement, à la fin décembre 2001, à la suspension du service de la dette extérieure et à l'ouverture d'un processus de renégociation, qui promet d'être complexe. Toutefois, à ce moment-là, on avait déjà atteint le point où une crise de nature financière, portant sur le bilan des agents, les stocks de dette et l'ajustement des dépenses courantes, se transformait en une crise portant sur les flux de *paiements*. On était donc passé à une dynamique à caractère plus systémique, mettant en question la monnaie.

Le premier signe de cet ultime infléchissement de la crise est apparu au mois d'Août 2001. Très endettées elles aussi, les provinces et les principales villes argentines, à commencer par Buenos Aires, se sont trouvées incapables de boucler leurs fins de mois : c'est le moment où l'insolvabilité a butté sur une contrainte monétaire directe. Dans le bon vieux temps, la Banque centrale aurait pu fabriquer le *cash*, quitte par exemple à augmenter les réserves obligatoires qu'elle impose aux banques commerciales, afin d'éviter un effet immédiat sur les prix ou sur le taux de change. Ceci n'étant pas possible, ces provinces et ces villes ont commencé à émettre elles-mêmes des monnaies parallèles, avec lesquelles elles ont réglé une partie de leur masse salariale.

A certains égards, ces « patagons » et ces « lecops » - c'est leur nom - ressemblaient certes à des Bons du trésor : ils portaient un (petit) taux d'intérêt et devaient être remboursées à terme en pesos, ce qui les ancrerait sur la monnaie officielle. Cela étant, il était aussi

¹ Voir FMI (2001) pour un bon exemple pour un bon exemple de cette pathologie. Cdc-Ixis 2001 pur une analyse détaillée de la dernière phase.

possible de régler ses impôts avec ces curieux artefacts, de payer ses achats dans de nombreuses chaînes de supermarché et même les retirer dans les distributeurs automatiques de billets, en plus des pesos et des dollars. Si leur champ de validité était limité, ils présentaient bien les caractères d'une monnaie. C'est-à-dire un titre de dette créé par un agent public – qui de préférence ressemble à une Banque centrale – et auquel la loi confère un pouvoir libératoire sur toutes les obligations de paiements, qu'elles soient fiscales ou commerciales (*a contrario* il est compliqué de payer au supermarché avec une obligation privée ou avec une lettre de crédit émise par un client ou un employeur). En un mot, ces collectivités locales se sont dotées d'une planche à billet domestique. Alors que le *Board* n'autorise à créer de la monnaie qu'en contrepartie d'un dollar de réserves supplémentaires, on est revenu à la règle antérieure. Comme la haute inflation, ces monnaies parallèles, qui ont déjà pris place dans l'histoire des aventures monétaires latino-américaines, est une manifestation monétaire de l'insolvabilité publique. Mais, de manière plus radicale, elles marquaient aussi une violation du monopole de l'émission monétaire qui est un attribut régalien sur lequel repose *in fine* l'ordre des marchés.

La seconde étape dans la crise monétaire est intervenue en décembre 2001 et, à travers les banques privées, elle a mis en question de manière beaucoup plus radicale la régulation monétaire de l'économie. Au départ, on trouve une des contraintes principales portées par le *Board* : la Banque centrale ne peut pas apporter le *cash* nécessaire pour répondre à une demande massive de retrait des dépôts bancaires. En d'autres termes, il n'y a pas de prêteur en dernier ressort. Ceci crée une situation très instable : la crise est d'autant plus probable que chacun sait que les banques seront rapidement illiquides en cas de ruée des déposants (*corrida*, en espagnol). Face à une incertitude ponctuelle, il est donc d'autant plus urgent d'arriver le premier aux guichets.

C'est ce qui est arrivé à partir de l'automne 2001. Une partie croissante de la population a commencé à céder à la panique, anticipant à la fois sur le comportement des autres déposants, sur les pertes des banques dues à la récession et, enfin, sur une dévaluation de plus en plus probable qui impliquerait des pertes massives sur toute l'épargne en pesos. Pour répondre à une telle menace sans lever la règle d'émission monétaire, il n'y a eu bientôt qu'une seule solution : le rationnement, c'est-à-dire la libération contingentée des dépôts, qui ont donc été partiellement gelés. En décembre, face au risque immédiat d'une crise généralisée des banques, les autorités ont donc décidé de limiter à 1500 pesos (?) les possibilités de retraits. Puis, au début de janvier, on a bloqué une partie des dépôts en dollars, à nouveau pour éviter un drainage du système bancaire qui aurait entraîné son effondrement. C'était donc le système de paiements et les règles d'usage de la monnaie qui étaient mis en question.

Les conséquences ont été beaucoup plus spectaculaires que dans le cas des émissions de patagons. La plus frappante a été évidemment la révolte d'une partie de la population qui a perdu l'accès à ses dépôts. Les expériences passées de destruction massive de l'épargne restant très présentes, cela a suffi pour faire tomber deux Présidents de la république en deux semaines. Très vite, on a vu aussi se développer toutes les conséquences habituelles d'une perturbation forte du système de paiements : la capacité des entreprises et des ménages de régler leurs dettes a été atteinte et on a vu s'étendre progressivement des chaînes de non-paiements. A peut formellement régler sa dette envers B, mais il doit pour cela recevoir un règlement de C, dont les fonds sont bloqués par sa banque ; donc B n'est pas payé non plus, et il ne peut régler ses propres créanciers, etc. C'est la définition d'une crise de liquidité qui, parce qu'elle atteint les transactions entre entreprises, peut rapidement entraîner une chute de l'activité : c'est ce qui s'est passé à partir de la fin décembre, même les exportations ayant du mal à se poursuivre, en raison du blocage des banques.

Quelles sorties de crise ?

La situation est donc devenue intenable. L'accès aux dépôts bancaires se bloquait progressivement, le pays était en défaut de paiement extérieur, l'anticipation d'un décrochage du change devenait irrésistible et la population voyait venir une nouvelle spoliation de son épargne. Il était clair que si on relâchait les restrictions sur les dépôts, tout le monde se précipiterait : d'abord pour retirer ses avoirs des banques, ensuite pour changer sa partie libellée en pesos contre des dollars cash. La crise s'entreferait alors d'elle-même, par une interaction directe entre la destruction des banques et la chute du change. En effet, dès lors qu'on dévalue de 40 ou de 70%, les dettes en dollars se réévaluent arithmétiquement : virtuellement, les épargnants deviennent d'autant plus riches, et les agents endettés d'autant plus pauvres. Le problème est qu'une telle redistribution de richesse est économiquement et socialement impossible, ce qui met les banques au premier plan, puis qu'elles sont les intermédiaires entre les épargnants et les endettés. Et l'anticipation de cet effondrement des banques ne peut que précipiter la ruée des déposants, puis la sortie en masse vers le dollar. Par un retour de l'histoire monétaire tragique de ce pays, il s'est donc retrouvé, à la fin de 2001, dans la situation connue dix ans plus tôt, à la fin de l'hyperinflation : c'est-à-dire l'hypothèse d'une destruction complète de la monnaie nationale et d'une dollarisation spontanée de l'économie. En quelques semaines, la valeur de la monnaie nationale pouvait se réduire à un ou deux *cents* américains.

Dans quelle voie s'est engagé le Président Duhalde, après son arrivée au pouvoir, au début de janvier 2002 ? En fait, il y eut deux temps dans la recherche d'une sortie de crise. Après la dévaluation du 11 janvier et pendant une à deux semaines, l'enjeu central était les conditions sous lesquelles le taux de change pourrait se stabiliser à un niveau raisonnable. Le gouvernement cherchait donc à passer dans un fin interstice entre deux contraintes écrasantes : d'un côté la pression de la population, à qui on promettait un déblocage prochain du contrôle sur les banques ; et de l'autre le risque que tout relâchement des contrôles sur la liquidité interne entraîne une ruée sur les banques et sur le peso. C'était comme dans *Le salaire de la peur* : un énorme poids-lourd, surchargé de liquidité hautement inflammable, tentait de descendre pas à pas une longue pente, très raide, avec des freins qui lâchaient progressivement.

La réponse principale a été l'amorce de la « pésification » des bilans bancaires, c'est-à-dire leur conversion de dollars en pesos. L'objectif était d'abord d'atténuer l'effet redistributif de la dévaluation et donc de réduire les tensions financières exercées sur les banques. Puis il est apparu, peut-être avec un léger retard, que l'un enjeu stratégique était en fait plus large : derrière la question de la survie du peso sur un marché de change libre, se posait celle de la viabilité d'un régime bimonétaire, dans un régime de change flottant. Peut-on avoir deux monnaies, à l'intérieur d'un même pays, dotées du même statut institutionnel, et qui sont mises directement en concurrence ? Tel était la question de fond, dès lors que le lien institutionnel entre le peso et le dollar était suspendu.

Depuis 1991, on n'avait pas affaire en effet à une dollarisation rampante et informelle, comme dans la majorité des économies en développement (Cohen, 1998). Lors des crises en Israël, en Pologne, en Russie ou en Indonésie, le dollar n'a jamais été en situation de se substituer *entièrement* à la monnaie nationale. En Argentine, en revanche, le bimonétarisme était entièrement institutionnalisé : non seulement les deux monnaies servaient à libeller une grande partie de l'épargne et des dettes, mais elles étaient aussi des unités de paiements largement utilisées, donnant lieu à une circulation fiduciaire importante, en cash ; même les transactions interbancaires, dans le système de paiements de gros, se réalisaient en dollars. C'est parce que le bimonétarisme prévoyait explicitement leur substituabilité, que la population pouvait décider d'abandonner l'une des monnaies, dès lors qu'elle anticiperait son effondrement. C'est pourquoi, mis en concurrence ouverte, le peso pouvait se volatiliser au

premier frémissement au lieu de suivre un scénario de surajustement, suivi d'une stabilisation, comme dans une crise de change classique.

L'alternative n'en devenait que plus tranchante. Soit le gouvernement considérait que le combat pour le peso était perdu et il dollarisait l'économie, évitant une partie des coûts d'ajustement. Soit il tournait le dos à la dollarisation et il était confronté à un défi extraordinaire, qui n'avait plus rien à voir avec la simple gestion d'une crise de change : il lui fallait tenter de reconstruire le peso comme seule monnaie nationale, ce qui supposait de lui rendre le monopole sur les fonctions monétaires qu'il avait partagé de fait et de droit avec le dollar, pendant au moins dix ans. C'est cette seconde voie qui a été progressivement adoptée. Alors qu'on avait promis initialement un déblocage rapide des dépôts, on a commencé dans les derniers jours de janvier à les renforcer et à les préciser afin, objectivement, de les inscrire dans la durée ; c'est-à-dire afin de gagner du temps. De même, le champ de la pesification s'est élargi rapidement quand il est apparu que préserver une forme de bimonétarisme était une voie dangereuse, sinon impraticable. Résultat, la pesification, qui était initialement optionnelle, est devenue de plus en plus large, et de plus en plus obligatoire : la substituabilité des monnaies ne relevait plus du choix individuel mais d'une décision de l'Etat se traduisant par une intervention massive dans les contrats privés.

De manière très logique, la mesure s'est étendue des contrats financiers (crédits et dépôts) aux contrats commerciaux, aux prix et aux salaires, dont on a interdit la fixation en toute autre unité que le peso. Face au glissement du taux de change, il fallait que l'ensemble des transactions financières et commerciales reste ancré sur l'unité de compte nationale, au lieu de finir de se transférer sur le dollar. Pour dire la même chose dans d'autres termes : il fallait que la monnaie nationale soit de nouveau largement utilisée pour qu'elle redevienne un bien public précieux, qui résiste à la crise et contribue à l'ajustement extérieur et à la reprise de l'économie. Si par exemple les salaires n'étaient plus fixés en pesos, dévaluer n'améliorerait pas la compétitivité commerciale ; et si l'intermédiation restait largement en dollar tous les effets positifs de la dévaluation seraient annihilés.

Le problème était alors de savoir si, une fois mis devant le fait accompli, les agents valideraient ce rapatriement carcéral des fonctions monétaires sur le seul peso ? Ou bien est-ce qu'ils imposeraient néanmoins le dollar, dans un choix rationnel à court terme et au plan individuel, mais qui serait sans doute irrationnel, collectivement et à long terme ? L'extrême fragilité du dispositif explique que la réouverture des transactions, au plan intérieur comme sur le marché de change, devait donc se faire de manière très précautionneuse : les autorités chercheraient à desserrer les robinets de la liquidité monétaire le plus doucement possible – quitte à tout refermer au premier signe de fuite vers le dollar. Dans le meilleur des cas, ceci aboutirait à l'établissement d'un contrôle des changes cohérent, transparent et efficace, que l'on pourrait relâcher progressivement, sans doute sur plusieurs années : si elle survie, cette monnaie restera longtemps bien trop faible pour affronter la haute mer des marchés internationaux. Beaucoup plus important que la libération des mouvements de capitaux à court terme, la priorité est de rétablir au plus vite le fonctionnement régulier du marché de change (en comptes courants) et des paiements internes.

Dans le pire des cas, en revanche, on verrait une destruction du peso *après* la pesification des bilans financiers, ce qui impliquerait une destruction totale de l'épargne domestique : seuls les dollars thésaurisés et les capitaux placés à l'étranger seraient sauvés, tandis que les agents endettés localement seraient beaucoup plus riches – notamment l'Etat qui n'aurait plus que sa dette extérieure. Le choc social serait alors immense et la trajectoire future de l'économie excessivement confuse. On pourrait ainsi envisager le cas inédit où les deux monnaies connaîtraient simultanément une crise opposée : la dévaluation brutale du peso prendrait la forme d'une hyperinflation, impliquant une contraction massive de la masse monétaire, si bien que la « re-dollarisation » de l'économie se développerait dans un contexte profondément déflationniste. Les prix exploseraient en peso tout en se contractant

en dollars : on ne pourrait compter que sur le surplus du compte courant ou sur l'aide extérieure pour apporter des dollars nécessaires pour remonétiser le pays. Dans cet environnement économique calciné, on pourrait envisager alors de voir réapparaître des monnaies parallèles et fragmentées, comparables aux patagons, mais qui, à portée de vue, ne sauraient aucunement à même fonder un nouveau régime monétaire cohérent.

Enfin, entre le succès de la périclisation et la dollarisation à chaud, l'économie pourrait aussi être conduite vers un état intermédiaire, de plus en plus chaotique : d'un côté on tenterait de maintenir le cap d'une réouverture des marchés, de l'autre on courrait d'une urgence à la suivante, pour colmater les fuites et éviter le dérapage fatal. Les contrats financiers seraient durablement suspendus, le circuit monétaire fractionné et les agents pris dans des chaînes de non-paiements de plus en plus larges. N'ayant ni adopté le dollar, ni reconstruit un régime monétaire propre, l'économie resterait dans un entre-deux inédit, rappelant peut-être la Russie des années 1990, et où toute reprise de la croissance serait impossible. Comme dans le cas précédent, la crise de 2002 prendrait la suite de celle des années 1930 et 1980.

Achévé de rédiger le 8 février 2002.

Canavese, A. (1992), "Hyperinflation and Convertibility-based Stabilization in Argentina", in : Zini A. (Ed.), *The Market and the State in Economic Development in the 1990's*, Elsevier.

Cavallo D., Cottani J. (1997), « Argentina's Convertibility Plan and the IMF », *American Economic Review*, 87 :2, pp. 17-22.

CDC IXIS (2001), *Zones émergentes*, 11, décembre.

Cohen B. (1998), *The Geography of Money*, Ithaca/ Londres, Cornell University Press, 229p..

FMI (2001), « IMF Loan Agreement Good for Argentina », A Letter to the Editor, *Los Angeles Times*, 15 septembre (<http://www.imf.org/external/np/vc/2001/091501.htm>).

Giorgio L. A. (1989), "Crisis financiera, Reestructuración bancaria y hiperinflación en Argentina", Buenos Aires, Banco Central de la República de Argentina, mimeo. (espagnol)

Palermo V. (2001), « Racionalidad política y gestión económica de gobiernos representativos en Argentina y Brasil : los planes de Convertibilidad y Real », *Ciclos*, XI : 21, premier semestre, PP. 35-83.

Roubini N. (2001), « Should Argentina Dollarize or Float? The Pros and Cons of Alternative Exchange Rate Regimes and their Implications for Domestic and Foreign Debt Restructuring/Reduction », Stern School of Business, New York University, December 2, 2001

Sgard J. (1998a) « Inflation, stabilisation et prix relatifs, l'expérience de l'Argentine et du Brésil dans les années 1990 », *Revue Economique*, 1, janvier.

Sgard J. (1996), « L'économie argentine après cinq années de *Currency Board* », rapport pour le Centre d'Analyse et de Prévision (Affaires étrangères), octobre, 17p..

Compte rendu du groupe 2 « les leçons de la macro économie des années 90 », organisateur L. Miotti

L'objectif de ce résumé – écrit en 1996 – est de décrire d'une manière synthétique le fonctionnement macro-économique dans les phases d'expansion et de récession de l'économie argentine. L'hypothèse centrale est la suivante : à la base des cycles de croissance-récession (et postérieure crise) se trouve le régime monétaire. Ainsi, la liquidité internationale, qui se transforme en crédit interne détermine la phase du cycle de croissance.

L'année 1991 marque une rupture dans l'évolution de l'économie argentine. Après plusieurs années caractérisées par le recul du PIB par habitant (-21.2 % en variation cumulée pendant la période 1981-1990), l'envolée de l'inflation (avec deux conjonctures d'hyperinflation en 1989 et 1990) et la persistance d'un transfert financier net négatif (résultat du repli des bailleurs de fonds après la crise de la dette extérieure), l'Argentine a renoué avec une croissance non inflationniste. En effet, depuis 1991 l'inflation est tombée régulièrement, en se situant autour de 4 % en 1994, alors que le PIB s'est accru de 7.7 % en moyenne annuelle jusqu'à 1994. Avec ce taux de croissance l'Argentine s'est située, pendant cette période, dans le peloton de tête des économies émergentes.

Quels sont les facteurs qui ont été à la base de ce redressement?

Le point de départ a été le Plan Bonex, lancé le 2 janvier 1990 et dont l'objectif était de diminuer fortement la liquidité de l'économie et le niveau de la dette interne. Il a préparé le terrain pour le lancement du Plan "Cavallo" (du nom du Ministre de l'économie et des finances) qui a suscité un retournement spectaculaire des anticipations inflationnistes et a facilité la mise en oeuvre d'un vaste programme de réformes structurelles et institutionnelles. L'orientation générale et les objectifs restent ceux des plans ayant échoué pendant les années 80 : réduire le déséquilibre budgétaire, accélérer l'ouverture de l'économie - déjà entamée par le programme économique de 1978/82 - et parachever rapidement la politique de privatisations. Toutefois, sa première priorité est celle de récupérer la capacité de gestion macro-économique de court terme et d'éloigner les risques d'une nouvelle poussée hyper-inflationniste.

Ce Plan fonde sa *crédibilité* dans le *changement du régime monétaire* : en mars 1991 le Congrès adopte la "loi de convertibilité" qui met en place un taux de change fixe (1 peso = 1 dollar) - modifiable par le seul Congrès - et la convertibilité totale entre la monnaie nationale et le dollar, consacrant ainsi l'instauration d'un régime bi-monétaire. Ce nouveau régime implique des limites strictes à la création monétaire : *la loi stipule que les avoirs de réserve internationaux doivent couvrir, au moins à 100 %, les engagements monétaires de la Banque Centrale* (c'est à dire la circulation fiduciaire, les dépôts à vue des institutions financières à la banque centrale et les comptes spéciaux). Autrement dit, la Banque Centrale (devenue indépendante en 1992) s'est transformée en un "bureau d'émission", en empêchant de ce fait à la politique monétaire de jouer un rôle contra-cyclique. Parallèlement, tous les mécanismes d'indexation furent interdits. De cette manière le plan réussit à casser les anticipations et à freiner l'inflation inertielle. La stabilité des prix accompagnée d'une rapide monétisation est à la base de la reprise économique. La crédibilité et la stabilité des prix, ainsi que la possibilité de signer des contrats en dollars, ont permis l'apparition du crédit à la consommation, en particulier pour les biens durables (y compris l'automobile). Le rééquipement des ménages après une décennie de répression de la consommation constituera donc le moteur de la croissance.

Par ailleurs, l'accélération du processus de privatisations, entraînant une vaste rédéfinition des frontières de l'Etat, fournit au budget plus de 18 milliards de dollars de recettes supplémentaires entre 1990/1993. Et, la reprise aidant, la réforme fiscale fondée sur une amélioration du recouvrement, un recours accru aux impôts indirects et la réduction de l'emploi public et des dépenses de capital, va permettre de dégager un excédent primaire. Ainsi, les recettes courantes du budget rapportées au PIB passent de 13 % en moyenne pour la période 1988-1990 à 18 % pour la période 1991-1994. Les dépenses de capital (y compris les travaux publics) vont passer en moyenne annuelle de 3.5 % à 1.8 % du PIB dans le même période.

Dans l'euphorie de la croissance et de la stabilité retrouvées, le processus de réforme structurelle s'est emballé. Après la parenthèse de la période 1982-1988 (qui se caractérise par le rétablissement des droits de douane élevés), une nouvelle phase d'ouverture avait été mise en place à partir du mois de juillet 1989, dans le cadre des réformes structurelles négociées avec les organismes financiers internationaux (FMI et Banque Mondiale). Ainsi, la moyenne nominale des droits de douane passe de 26% en octobre 1989 à 18 % fin 1990. En novembre 1991, une nouvelle baisse des droits de douane est décidée : la moyenne nominale se rapproche de 10 %. L'inexistence de barrières non tarifaires et la faible dispersion des droits définissent une ouverture générale historiquement inédite. La seule exception à cette règle : le régime spécial accordé à l'industrie automobile. A cette réforme commerciale généralisée s'ajoute la réduction graduelle et automatique, jusqu'à leur élimination en décembre 1994, des droits de douane pour le commerce régionale au sein du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). Or, ce nouveau départ de l'économie argentine induit par le régime monétaire qui a cassé les anticipations inflationnistes, le repli de l'Etat et l'ouverture commerciale, n'est pas exempt de problèmes.

- D'une part, la croissance pendant la période 1991-1994 va de pair avec la montée du chômage. Face à ce paradoxe les autorités ont avancé l'explication suivante : à la suite du boom économique, l'augmentation du nombre de personnes désirant travailler et l'immigration étaient les causes d'une hausse soudaine de l'offre de travail. En effet, le taux de participation (rapport entre la population active et la population totale) s'accroît en 1993, mais il diminue en 1994. En réalité, le problème réside dans la faible capacité de génération d'emploi de l'économie. Alors que le taux moyen de croissance du PIB pendant la période 1991-1994 était de 7.7 %, l'accroissement de l'emploi total n'a été que de 1.9 %. De ce fait, l'augmentation de la productivité globale a

été de 5.7 %. Par conséquent, la hausse du chômage est surtout la résultante des réformes structurelles et du contexte macro-économique en vigueur. D'abord, l'ouverture commerciale et l'appréciation du peso ont poussé les entreprises à la rationalisation des processus de production qui se sont souvent traduits par des réductions d'effectifs ; en même temps, sous la pression de la concurrence étrangère, de nombreuses petites et moyennes entreprises ont fait faillite.

• D'autre part, pendant la période 1991-1994 la balance commerciale a enregistré un déficit croissant. En effet, la libéralisation commerciale, qui a coexisté avec l'appréciation du taux de change réel (dû à l'abondance de réserves et à l'inertie inflationniste) dans un contexte d'accroissement de la consommation puis de l'investissement, a donné lieu à une forte poussée des importations. Dès lors, la croissance était de plus en plus tributaire des flux de capitaux en provenance du reste du monde. Plusieurs facteurs expliquent l'entrée massive de capitaux étrangers. Après avoir normalisé les relations financières internationales à la suite de la signature de l'accord Brady, les réformes mises en place ont suscité un regain de confiance des investisseurs internationaux - comme ce a été le cas pour d'autres pays latino-américains -. Mais le facteur essentiel a trait aux changements opérés dans la conjoncture financière internationale au début des années 90, notamment les faibles taux d'intérêt en vigueur aux Etats-Unis qui rendaient plus attirants les rendements offerts dans les pays émergents tel que l'Argentine. La reprise de la croissance n'aurait donc pas pu avoir lieu sans l'inversion du sens des flux financiers externes. Mais, de ce fait, elle demeurerait fragile parce que trop dépendante des entrées de capitaux étrangers.

Dans le cadre de la convertibilité, la dynamique interne est extrêmement sensible à la position en devises. En effet, jusqu'en 1994 l'afflux de capitaux extérieurs - supérieur au déficit courant - et la récupération de la demande de pesos se sont traduits par un accroissement des réserves de change qui, à son tour, a permis l'expansion du crédit et, par là, celle de la consommation et de l'investissement. Mais, lorsqu'un reflux des financements extérieurs et d'importantes fuites des capitaux se produisent, les réserves chutent. Dès lors que la couverture totale de la base monétaire par les réserves de change à tendance à diminuer, on assiste à une contraction mécanique du crédit et à une hausse des taux d'intérêt (voir Schéma).

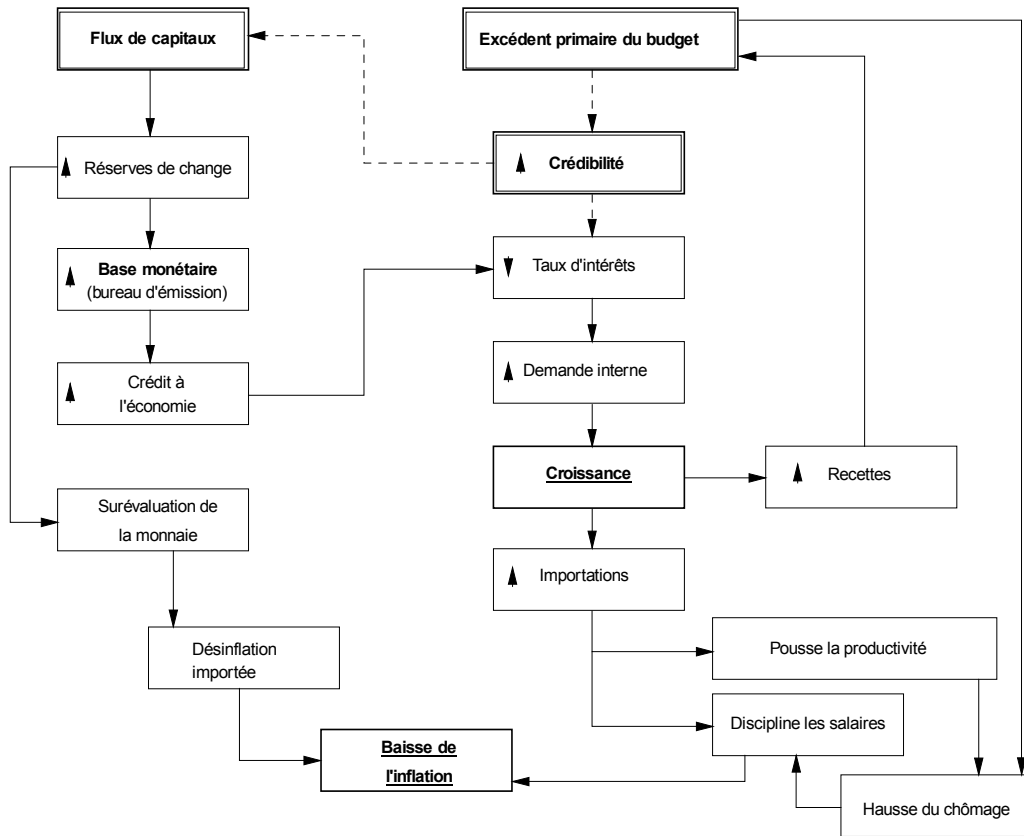
Atouts et faiblesses du "modèle argentin"

Le choix réalisé en 1991 en matière de régulation d'ensemble a imposé le régime monétaire comme forme institutionnelle dominante. Cette option, dictée par l'objectif de juguler définitivement le risque d'un retour à l'hyperinflation qui avait détruit la monnaie nationale, implique un renoncement à l'émission monétaire autonome et à la modification du taux de change nominal. Dès lors, les autres instances de la régulation, notamment le rôle de l'Etat et surtout le rapport salarial, deviennent dépendantes des fluctuations de la position extérieure en devises. L'impact de la crise mexicaine de décembre 1994 montre clairement que dans le cadre de cet "étalon dollar" la croissance souffre d'une *asymétrie d'ajustement*. En effet, pendant les périodes d'accroissement des réserves de change, l'expansion du crédit interne autorise la croissance de la demande intérieure ; en revanche, pendant les phases de contraction, un "bureau d'émission" peut conduire à des impasses. La défiance des marchés, qui se traduit par une diminution abrupte des réserves et de la liquidité, fragilise le système financier et contraint la demande intérieure. Dans ce cadre là, la capacité des autorités à amortir un choc exogène est réduite et elles sont obligées d'appliquer une politique budgétaire pro-cyclique, qui ne peut qu'amplifier les difficultés du système financier et la chute de l'activité. De cette manière, on assiste à l'instauration d'un climat d'incertitude qui peut entraîner, à son tour, la remise en cause du mode de régulation en place.

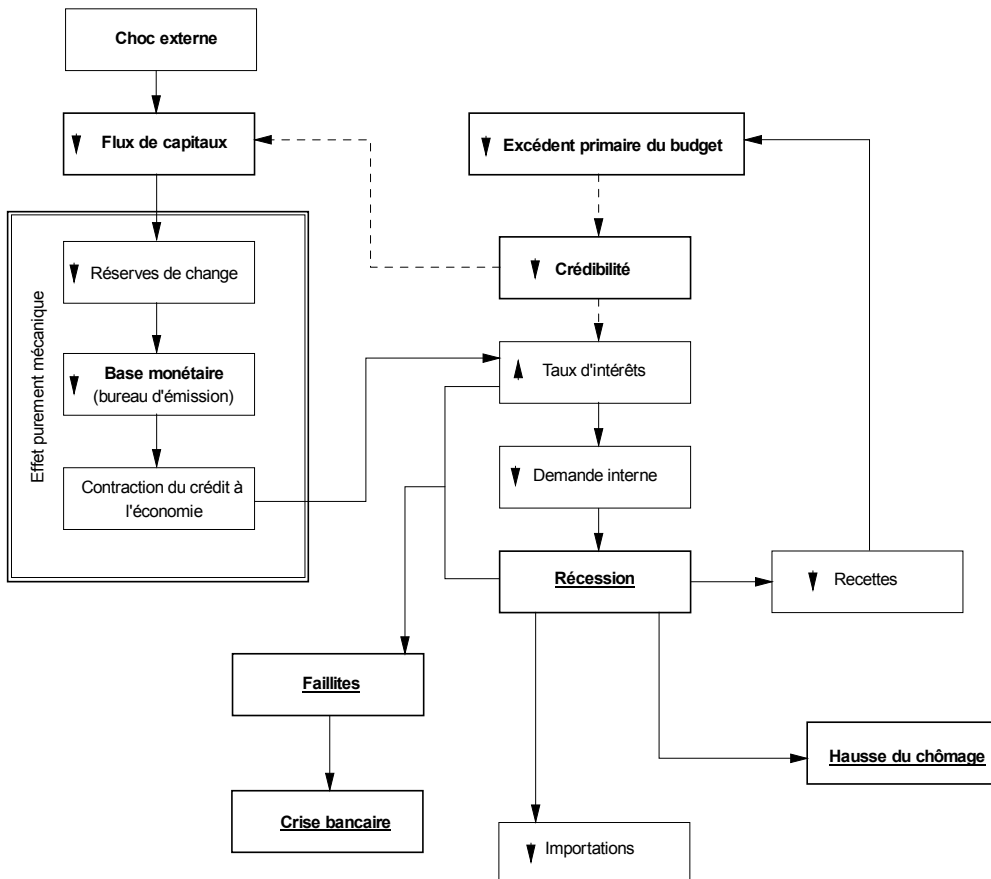
La survie de l'actuel mode de régulation est compromise par des *fragilités inhérentes au modèle en vigueur*. Premièrement, la croissance pendant la période 1991-1994 n'est pas allée de pair avec un relèvement significatif du taux d'épargne nationale ; il est demeuré plusieurs points en dessous du taux d'investissement, qui a été de 21 % du PIB en 1994. Deuxièmement, la faiblesse de l'épargne s'est traduite par une montée de l'endettement extérieur qui s'est accélérée en 1995 à la suite du tarissement des placements de portefeuilles. Enfin, la marginalisation sociale croissante et la diminution du pouvoir d'achat des salariés risquent de mettre en péril la cohésion sociale et politique dont le ciment a été, jusqu'à présent, la stabilité des prix obtenue grâce au plan de convertibilité lancé en 1991.

Luis MIOTTI et Carlos QUENAN
Février 1996

La croissance et la désinflation (1991-1994)



Comment un choc externe déclenche une récession de manière mécanique (1995)



Compte rendu du groupe 3
« les enseignements de l'histoire longue de l'Argentine »,
organisateur C. Quenan

La discussion a été introduite par Carlos Quenan. Sa présentation s'est articulée autour des points suivants :

1) Le « fabuleux » destin de l'Argentine : comment expliquer le passage de la prospérité au déclin ? (Formule attribuée à Samuelson, difficultés de différents auteurs pour « classer » l'Argentine...)

2) Une présentation synthétique de la trajectoire argentine (réalisée à partir du tableau consacré à la trajectoire argentine, présenté dans « La régulation, état des savoirs »).

3) Diverses interprétations du « mystère » argentine :

- Régime rentiste, Capitalisme « rentier » ;
 - La « matriz mafiosa » des classe dirigeantes ;
 - L'Argentine a raté les grands « virages » du régime international ;
 - L'approche libérale : l'abandon des principes de l'âge d'or.
- Erreurs et simplifications de ces approches.

4) Un point de méthode : la multiplicité des modes de développement (et, par conséquent, la diversité de trajectoires nationales) est liée à la capacité sociale à faire émerger les institutions requises par le processus de développement.

5) Quelques hypothèses :

- le cas argentin montre la difficulté de conversion d'un régime fondé sur la rente agricole à un autre dans lequel le développement résulterait d'un processus endogène de croissance industrielle et d'accroissement de la productivité (manque de capacité du pouvoir politique à nouer des coalitions permettant des transferts de rente agricole vers la modernisation de l'industrie ; modalités de passage de l'accumulation extensive à l'accumulation intensive dans le régime industriel autocentré sous contrainte extérieure...);
- Changements du régime international et déstabilisation des modes de régulation : absence de coalitions idoines pour forger des stratégies nationales de développement permettant de profiter des opportunités générées par les nouvelles configurations mondiales (exemple : l'endettement extérieur des années 70) ;
- Dans la deuxième moitié du XXème siècle apparaît de plus en plus nettement un trait marquant à nos yeux décisif : déficit en matière de création de compromis sociaux et institutionnels adéquats, « dégradation institutionnelle », tout particulièrement le rôle de l'Etat et le régime monétaire (mécanismes institutionnels de création de monnaie). Un trait saillant de la trajectoire argentine : le désordre monétaire croissant. Bien entendu, les fondements des désordres monétaires évoluent : si la lutte pour le partage des revenus (entre secteurs –agricole et industriel- et entre capital et travail) justifiait l'ampleur de l'inflation pendant les années 1950-1970, c'est l'incapacité à financer la charge d'une dette externe socialisée par le biais du budget de l'État qui explique la haute inflation et l'hyperinflation des années 80. Dès lors, le « currency board » et la centralité du régime monétaire dans les années 90 –ainsi que les débats sur la dollarisation- constituent une conséquence somme toute logique de la trajectoire argentine pendant le dernier demi-siècle (« nécessité » d'imposer une discipline « extérieure ») .

Enfin, il a été proposé de développer les comparaisons du cas argentin avec d'autres trajectoires de pays latino-américains et, parmi les points à approfondir, l'on a insisté sur la nécessité d'étudier la genèse des compromis politiques en Argentine.

A la suite de cette introduction à la discussion sont intervenus Luis Miotti, Celia Himelfarb, Facundo Albornoz, Jérôme Sgard, Jaime Marques Pereira et Robert Boyer et, de nouveau, Carlos Quenan. Plusieurs points sont à retenir de ces interventions et des discussions qu'elles ont suscitées, à savoir :

- 1) Il faut éviter le piège d'interpréter toute l'histoire argentine à partir de la gravité de la crise actuelle.
- 2) Il y a un compromis rentier fondateur dont certains traits demeurent tout au long de l'histoire argentine. Mais il semble clair qu'il a été dans une large mesure « neutralisé » pendant plusieurs décennies, la période du régime industriel autocentré.
- 3) Tant pendant cette dernière période que pendant le régime rentier, l'Argentine a montré une grande capacité à générer des compromis institutionnels innovants. La gestion monétaire fonctionnelle au régime industriel autocentré –c'est-à-dire subordonnée au rapport salarial- a été citée et analysée en tant qu'exemple de création institutionnelle assez originale (représentation des syndicats au sein de la banque centrale...).
- 4) Il paraît clair cependant qu'au cours des années 70 et 80 un « grand virage » s'est produit. La capacité à nouer de nouveaux compromis institutionnels s'épuise. Parallèlement, les traits financiero-rentiers réapparaissent avec force.

Il en découle la nécessité d'approfondir les causes de cette difficulté croissante à nouer et à développer de nouveaux compromis. Faut-il porter l'analyse sur le champ des idées ou sur celui de l'organisation politique ? Quelle est la « responsabilité » des spécificités du péronisme dans l'évolution du régime politique et dans la difficulté à renouveler les compromis institutionnels ?...ce sont quelques unes des questions soulevées et qui devraient faire l'objet d'approfondissements ultérieurs. Voilà un domaine où, selon la disponibilité de chacun, l'on devrait développer des travaux interdisciplinaires.

**Compte rendu du groupe 4
« la crise sociale contemporaine »
organisateur S. Penalva**

Première séance de l'après-midi (15h - 16h)

Groupe de travail N° 4 / Table ronde “ LA CRISE SOCIALE CONTEMPORAINE ”
Coordinateur : Susana PEÑALVA

Intervenants

- Celia HIMELFARB* : “ *Politiques économiques et rupture du consensus social* ”

*Economiste, maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble.
 &&&

- Sophie THONON* : “ *Ajustement structurel, flexibilité et remise en cause du droit du travail* ”

*Avocat au Barreau de Paris ; président de l'Association France-Amérique latine ;
 membre de l'Association de Juristes Droit et Solidarité.
 &&&

- Susana PEÑALVA* : “ *Réformes structurelles et nouvelle question sociale : désaffiliation, gestion politique et implications institutionnelles* ”

*Sociologue, chercheur au Conseil National des Recherches Scientifiques et Techniques (CONICET) d'Argentine ; chercheur associé au centre Cultures et Sociétés Urbaines (CSU)/CNRS-IRESO à Paris.
 &&&

- Denis MERKLEN* : “ *L'action collective d'aujourd'hui à la lumière de son histoire récente* ”

*Docteur en Sociologie ; ATER à l'Université de Poitiers ; assistant de recherche au Centre d'Etude des Mouvements Sociaux (CEMS)/Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Paris.
 &&&

- Jean DE PEÑA* : “ *Les voix de la route. Genèse et évolution du mouvement “piquetero”* ”.

*Politologue, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université d'Aix-en-Provence ; chercheur au Centre de Recherche de l'Amérique latine et des Caraïbes (CREALC).

Compte rendu thématique de la séance sur “LA CRISE SOCIALE CONTEMPORAINE ” et début de synthèse problématique

Susana PEÑALVA *

1. La composition de la table ronde et les objectifs de la journée d'étude

Comme on a pu le constater lors de la journée du 9 mars, la séance consacrée à la crise sociale contemporaine en Argentine (cf. le programme en annexe) a été volontairement organisée dans l'intention de rassembler une pluralité d'approches disciplinaires et thématiques qui - au risque de ne pas faciliter la convergence des points de vue et la formulation de conclusions simples et définitives - nous semblaient pourtant pertinentes, voire nécessaires pour aborder un sujet aussi vaste et complexe avec un minimum de rigueur.

Il s'agissait, d'une part, de parvenir à une première caractérisation, à travers cet éventail de perspectives, en considérant l'ampleur et la complexité sociétale de cette crise à dimensions multiples (économico-financière, politique, sociale, institutionnelle) et en cherchant à dépasser les approximations courantes de la situation sociale et politique nationale véhiculées par les médias. Sensibles à l'émergence soudaine des “ faits extraordinaires ”, tels que les manifestations bruyantes de décembre dernier, ils sont souvent mal armés pour rendre compte de la conjonction de processus (y compris des politiques) qui ont conduit à cet effondrement.

Il s'agissait, d'autre part, de susciter quelques questionnements qui permettent de contribuer à comprendre - et à faire comprendre - l'imbrication des changements structurels et des dynamiques politiques et sociales, ainsi que l'enchevêtrement des facteurs endogènes et exogènes qui sont à la base d'une expérience de régression sociale qui s'est produite socialement et qui constitue un cas d'école porteur de beaucoup d'enseignements, tant sur le plan macro-économique - et ses dimensions techniques et historiques - que sur le plan socio-politique et institutionnel. Même si, du point de vue de la finance internationale, les conséquences de cette crise majeure demeurent après tout “ restreintes ”.

En effet, en tant qu'arbitres des marchés financiers, évaluant la situation financière, la capacité de remboursement des dettes et fixant la “ prime de risque ” (le fameux “ risque-pays ”) à l'intention des investisseurs et fournisseurs de financement externe, les agences de notation auraient “ prévu ” la crise, notamment au cours de l'année dernière... tout en exerçant un rôle non négligeable quant à la variation des taux d'intérêt des prêts¹. Les conséquences financières étant limitées à un seul pays, qui de plus n'occupe pas une place stratégique vis-à-vis de la configuration des nouveaux enjeux du pouvoir mondial, leurs agents et leurs représentants peuvent donc le laisser tomber, en refusant qu'il soit accordés de nouveaux financements par les institutions de crédit multilatérales. Comme l'a signalé Jérôme Sgard dans la première séance du matin consacrée au rôle des organismes multilatéraux dans la crise (en particulier le FMI), à la limite - tant qu'il n'y a pas de contagion... - l'Afghanistan (et la Turquie, pourrait-on ajouter) passe avant l'Argentine à l'heure actuelle.

* Sociologue, chercheur au Conseil National des Recherches Scientifiques et Techniques (CONICET) d'Argentine ; chercheur associé au centre Cultures et Sociétés Urbaines (CSU)/CNRS-IRESO à Paris. <penalva@iresco.fr>

En début de séance, Pascal Petit a rappelé les objectifs généraux que l'on s'était fixés initialement, et qui à mi-parcours de la Journée d'étude pouvaient se préciser dans les termes suivants :

- a) Produire un texte de conclusions incluant une analyse de la situation sociale et politique en Argentine à destination de la presse, qui pourrait être aussi le premier pas vers la constitution d'un groupe de travail sur la question ;
- b) Envisager quelles questions économiques concernant des points lourds (tels que l'intervention du FMI, les stratégies de sortie en fonction de la situation réelle en Argentine) et des gros problèmes techniques abordés dans les séances du matin (la dollarisation, la sophistication du système de sortie...) pouvaient être ou non repris dans le débat des questions politiques et sociales ;
- c) S'interroger notamment sur la question de savoir dans quelle mesure les revendications, les luttes sociales émergeant ces derniers mois en Argentine pourraient jouer avec certains des éléments, des contraintes et des possibilités soulevés dans les débats du matin. Plus largement, quelles formes de recomposition (sociale, politique, institutionnelle) sont à l'oeuvre dans la crise contemporaine de cette société et, le cas échéant, quel type de compromis social pourrait-on envisager à partir de là ?

2. Ce compte rendu : l'esquisse d'un premier pas...

Ce texte ne constitue pas tout à fait un compte rendu détaillé du contenu des cinq brefs exposés entendus dans la première séance de l'après-midi au sujet de la crise sociale ; outre les notes prises en cours de séance, la préparation d'un document de synthèse homogène aurait demandé de disposer des résumés écrits des interventions ou d'un enregistrement complet des exposés. Ce compte rendu vise plutôt à signaler, à partir d'une relecture des éléments apportés par les différentes approches mises en avant dans le cadre de la table ronde, quelques constats fondamentaux à propos de la genèse et du déploiement de la crise sociale contemporaine en Argentine. Ces constats concernent essentiellement, quoique de façon partielle - sans prétendre à systématiser la richesse des apports présentés par l'ensemble des intervenants -, les dimensions abordées dans les exposés et reprises dans les débats.

Ce texte avance aussi une série d'éléments de caractérisation et d'analyse en vue de la formulation d'une synthèse problématique approfondie, esquissée dans la version préliminaire du compte rendu discutée dans la réunion du 20 mars. Sur la base des questionnements de nos recherches préalables sur quelques dimensions centrales de la crise présente, nous cherchons à établir des liens avec les interrogations posées par d'autres intervenants et coordinateurs de thèmes de travail. Cette caractérisation pourra être enrichie prochainement à partir des matériaux disponibles et des échanges avec les différents participants, notamment si l'on décide de donner suite à l'effort entrepris, comme cela a été envisagé, à travers la constitution d'un groupe de travail (en principe selon la modalité d'atelier de discussion de papiers qui a été retenue).

Nous sommes conscients qu'un certain nombre de questions importantes ont été laissées de côté, ou à peine évoquées. Elles mériteraient d'être caractérisées avec plus de détails dans une analyse des transformations socio-économiques majeures des années 1990 permettant de retracer la genèse de la crise et ses enjeux. Citons-en seulement quelques-unes

signalées ou précisées - entre autres, par Robert Boyer, Celia Himelfarb, Sophie Thonon, Denis Merklen, Jean De Peña, Jaime Marques-Pereira, Bruno Théret, Henri Nadel, Pascal Petit et moi-même - lors de la discussion générale :

- la transformation de la structure sociale argentine ;
- les mécanismes de transfert et de concentration du revenu entre catégories et groupes sociaux;
- le fonctionnement du marché du travail et la “précarisation” de l’emploi, et ses conséquences en termes de comportement syndical et d’émergence des mouvements de protestation sociale ;
- l’évolution de la pauvreté structurelle et l’ampleur du phénomène de paupérisation, qui ne concerne pas uniquement les catégories populaires mais aussi des segments importants de la classe moyenne ;
- les implications politiques de cette morphologie de la structure sociale et du comportement des élites, des partis, et du système politique ;
- les véritables enjeux qui se posent désormais, en fonction des liens entre la situation économique et ses développements sur le champ politique et social, et les différents scénarios dépendant des actions des acteurs nationaux et internationaux de cette crise.

3. La crise sociale contemporaine : une approximation transdisciplinaire

3.1. Politiques économiques et rupture du consensus social

Dans la première partie de la journée, et particulièrement pendant les deux premières séances du matin (animées respectivement par Jérôme Sgard et Luis Miotti), le Plan de Convertibilité conçu par Domingo Cavallo et instauré en 1991 sous le premier gouvernement de Carlos Menem a fait l’objet d’un débat du point de vue du *currency-board* et des contraintes associées au régime bi-monnaire - notamment en termes de difficultés politiques et techniques des stratégies de sortie. Cette discussion a été reprise et mise en perspective ensuite, dans la séance consacrée aux enseignements de l’histoire longue de l’Argentine, au cours de laquelle Carlos Quenan a évoqué différentes approches et interprétations qui chercheraient à trouver un principe d’explication au “mystère argentin” du passage de la croissance au déclin...

Au début de la séance sur la crise sociale contemporaine, nous avons cherché à cerner les enjeux politiques de ce débat dans une approche d’économie politique et de sociologie historique. Celia Himelfarb a présenté son analyse des périodes de poussée inflationniste et d’interventions sous la forme de plans de stabilisation, avec le concours du Fonds Monétaire International, qui débute en Argentine en 1958. En partant d’une chronologie des moments de rupture du consensus social qui avait été recréé à différentes époques, elle a avancé l’idée que cette vision des choses : mouvement d’expansion monétaire, récession, intervention d’organismes internationaux, rupture du consensus social... pouvait offrir une piste de travail permettant de lier les apports analytiques de l’histoire, de l’économie et de la sociologie.

Dans cette perspective, au cours de son intervention elle a rappelé que - comme les premiers plans du même genre, qui tendaient à faire face au déséquilibre de la balance de paiement - ce Plan de Stabilisation a été le premier instauré, suite à l'épuisement des effets de la deuxième phase d'industrialisation par substitution d'importations (ISI), avec l'accord du FMI, dont l'intervention entraine alors dans le cadre classique des normes de Bretton Woods. " Les plans de stabilisation et d'ajustement suivants visent à pallier, outre le déséquilibre de la balance des paiements, le processus de "dérapage" des prix et des salaires. La contrainte extérieure s'avérait en effet - à la fin de chaque étape de croissance - être "insurmontable" sans la mise en oeuvre d'un frein aux tendances inflationnistes "ii.

En insistant sur la question de la rupture du consensus social par laquelle se traduirait une crise hégémonique - au sens de Gramsci -, elle a évoqué les circonstances de haute inflation puis d'hyperinflation qui ont suivi l'échec des deux grands plans mis en oeuvre par le gouvernement radical de Raúl Alfonsín : le Plan Austral (juin 1985) et le Plan Primavera (septembre 1988). Elle a esquissé un rapprochement entre la situation de l'Allemagne de 1922 et celle de l'Argentine de 1989, en signalant rapidement les termes d'une comparaison : dette extérieure importante (dans le cas de l'Allemagne, les réparations de guerre), dette interne, dévaluation de la monnaie, dollarisation officieuse (cotation à la bourse en dollar en Allemagne à cette époque-là), puis rupture du consensus social et dérapage hyperinflationniste extrêmement important.

Celia Himelfarb s'est posé la question de savoir comment l'on parvient à stopper une dynamique hyper-inflationniste. Elle a évoqué plusieurs exemples de crises de ce genre dans l'histoire contemporaine, en mettant l'accent sur le phénomène de profonde rupture et de recomposition d'une alliance de classes que certains cas semblent bien illustrer. Dans le cas de l'Argentine, suite à une inflation de l'ordre de 5000% en 1989, ce type de situation a contribué à créer les conditions non seulement de mise en application du Plan Cavallo mais aussi de la vaste recomposition politique et sociale (notamment en termes de rapports entre trois acteurs fondamentaux : l'Etat, les entrepreneurs et les syndicats) qui ont signé " l'ère Menem ".

Elle a aussi rappelé que ce nouveau consensus dominant les années 1990 avait commencé à se délabrer clairement vers 1998, lorsque plusieurs signes sur le plan économique, politique et social appelaient à abandonner la convertibilité et à opérer des changements de politique économique. Elle a ensuite souligné l'intérêt d'analyser la rupture du consensus social que représentent les événements de décembre 2001 en tenant compte de la situation socialement et politiquement très incertaine qui en découle. Il faut notamment rappeler à ce propos l'ampleur de la protestation sociale, tout comme la précarité institutionnelle et le déficit de légitimité qui caractérisent la formation du gouvernement " d'union nationale " de Eduardo Duhalde, un président non pas élu mais désigné à la suite d'un accord politique entre les principaux partis (péroniste, radical, Frepaso...) par le Parlement.

Pour conclure, Celia Himelfarb a insisté sur le fait que le rétablissement d'une certaine " paix " sociale et la formation d'un nouveau consensus a été dans certains cas historiques une expérience très violente ; elle a cité l'exemple de la Bolivie - avec le démantèlement du mouvement minier à la suite d'une hyperinflation de 11.000% - en 1985. Elle a enfin proposé de revenir sur les éléments d'analyse des situations de crise politique et sociale que peuvent apporter les notions de Gramsci, en sachant que " bien sûr, l'économie prédomine mais le politique a l'hégémonie ".

3.2. *En quête d'un principe d'explication sociétal et institutionnel de la crise : la " désalarisation " sous contrainte de la société argentine*ⁱⁱⁱ

Comme nous l'avons souligné dans le résumé de notre intervention, au milieu des années 1990, quelques lecteurs attentifs de l'histoire sociale comparée voyaient dans l'Argentine néopéroniste un prototype singulier : celui des pays ayant subi " l'effet des dérégulations sauvages au prix d'immenses souffrances, mais apparemment sans craquer " ^{iv}. En décembre 2001, la société argentine a fini par craquer. Son expérience représente un cas d'école, même si - le risque de contagion financière dans un premier temps écarté... - nombreux sont ceux qui en détournent déjà le regard sur la scène internationale. Un questionnement sur l'enchevêtrement des facteurs structurels et des dynamiques politiques et sociales est indispensable pour comprendre comment cette régression s'est produite socialement et quel type de recomposition l'on peut envisager.

Une question majeure nous offre une clé de lecture et d'intelligibilité de la crise sociale contemporaine, et son analyse approfondie pourrait contribuer à rendre compte de ses enjeux politiques. Il s'agit de la question des conséquences lourdes, et sur le plan social et sur le plan politique et institutionnel, de la désarticulation de la société salariale, dont la métamorphose des années 1990 concourt à confirmer certaines hypothèses et certains constats :

a) La flexibilité accrue du rapport salarial et la légalisation de formes précaires d'emploi permettraient d'expliquer en partie le fait que ce rapport soit devenu en pratique plus concurrentiel (comme l'a signalé Luis Miotti dans la deuxième séance du matin concernant la macro-économie des années 1990).

b) La remise en cause du droit du travail, dont les principaux éléments ont été précisés par Sophie Thonon, à partir des exemples de réformes des lois de l'emploi (dit " stable ", alors que la règle tend à être la rotation, et la stabilité l'exception) et du système des retraites et pensions mises en oeuvre au cours de la décennie de 1990.

c) Le démantèlement du système de protection sociale préexistant à travers une série de réformes institutionnelles et juridiques qui redéfinissent les critères, les règles, les droits, et qui ne sont pas sans rapport avec le contenu de certaines réformes structurelles *market-oriented* " recommandées " par les organismes multilatéraux (notamment la Banque Mondiale et le FMI). Des réformes en fait mises en oeuvre en fonction de la " conditionnalité " à laquelle a été assujéti dans les années 1990 l'octroi des prêts d'ajustement structurel, comme j'ai cherché à le montrer dans mon intervention.

d) La déstructuration des rapports sociaux en cascade qui, en rapport avec ce basculement - ce passage de la société salariale à la société néolibérale -, entraînent une série de facteurs à considérer de façon liée, dans une perspective relationnelle :

- L'augmentation du chômage, avec un taux officiel de 18,3% de la population active en octobre 2001, d'après la " Encuesta Permanente de Hogares " (EPH), le recensement périodique des données les plus importantes concernant le fonctionnement du marché du travail. Ce pourcentage a augmenté de 3,6 points par rapport à octobre 2000, lorsque le taux de chômage était de 14,7%, et de 4,5 points par rapport à octobre 1999. Mais aussi

l'augmentation du sous-emploi, avec un taux record de 16,3% de la population active, en octobre 2001 (en octobre 2000 le taux était de 14,6%) ; ce taux est l'un des indicateurs les plus significatifs du comportement du marché du travail pendant ces dernières années, en ceci qu'il montre une détérioration (à travers la précarisation) de la qualité de l'emploi créé dans les années 1990^v. Selon ces données, en les extrapolant à partir des résultats du dernier Recensement National de la Population, à la fin de l'année 2001 il y avait en Argentine 2.782.224 chômeurs, soit 699.000 personnes de plus que deux années auparavant ; quant à la population en situation de sous-emploi, elle s'élevait à 2.478.156 individus. Globalement, d'après ces calculs, on peut estimer que le nombre de personnes ayant des difficultés d'emploi fin 2001 était de 5.260.380, c'est-à-dire plus d'un million de personnes de plus qu'en octobre 1999, lorsque les données agrégées indiquaient 4.240.906 individus dans cette situation. Enfin, les dernières estimations disponibles signalent que les taux officiels de chômage et de sous-emploi correspondant au mois d'octobre 2001 sont à considérer comme un seuil minimum, étant donné que la situation générale s'est dégradée de façon tangible depuis : en décembre 2001 le taux de chômage ouvert atteignait déjà plus de 20%^{vi}.

- La précarité, particulièrement importante chez les catégories de travailleurs employés sans couverture sociale et à faible rémunération, par exemple les bénéficiaires des programmes d'emploi transitoire ("planes transitorios de empleo", tels que les Plans "Trabajar"), ou ceux qui survivent grâce à toutes sortes de "petits boulots" comme "indépendants".

- La perte et/ou l'insuffisance de revenus qui - directement en relation avec ce fonctionnement du marché de l'emploi - touche des proportions toujours plus fortes de foyers et de personnes, conduisant au fait que - notamment depuis les deux dernières années - l'augmentation de la pauvreté se soit accentuée et qu'elle devienne aujourd'hui une problématique politiquement incontournable. Pour donner simplement une idée approximative de l'ampleur du phénomène : entre mai 2000 et mai 2001, dans le Grand Buenos Aires (la principale agglomération urbaine du pays), le pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté est passé de 29,7% à 32,7% de la population ; cela impliquait qu'en mai 2001 il y avait - à l'échelle de l'agglomération - 878.000 foyers (3.959.000 personnes) en dessous du seuil de pauvreté. Pour la même période, la proportion de foyers en dessous du seuil d'indigence est passé de 5,3% à 7,4% (en termes de population de 7,5% à 10,3%) ; en chiffres absolus, cela signifiait qu'il y avait donc 264.000 foyers en situation d'indigence (extrême pauvreté), soit 1.247.000 personnes qui n'arrivaient pas à satisfaire leurs besoins élémentaires de subsistance^{vii}.

e) La profonde recomposition des identités sociales qu'entraîne cette décomposition et que l'on peut donc analyser comme une dérive régressive de la métamorphose de la société salariale. Recomposition qui n'est pas sans lien avec les logiques qui semblent orienter l'action collective, voire inspirer et traverser les nouvelles formes de conflit et de protestation sociale.

A ce propos, d'un point de vue sociologique privilégiant une approche qualitative, Denis Merklen a évoqué la "logique du chasseur" à laquelle seraient contraints les groupes sociaux des catégories populaires qu'il a observés dans le cadre des "asentamientos" émergeant dans la banlieue de Buenos Aires, notamment à partir des années 1980^{viii}. Cette logique d'action permettrait de caractériser la pratique des gens habitués à marchander avec les institutions politiques et leurs représentants locaux dans un monde où l'instabilité du quotidien devient un mode de vie... Là où les institutions n'arrivent pas à établir des régularités sociales, et où l'enjeu journalier est la survie^{ix}, la "chasse" aux opportunités d'obtenir les moyens nécessaires, dans les interstices, deviendrait un certain "sens pratique" :

l'action possible des groupes " défavorisées " dans leur rapport au politique passe souvent par une sorte de marchandage de faveurs et bénéfices.

Au cours de son exposé, Denis Merklen a souligné comment ce mouvement d'occupations illégales de terres (précisément celui des " asentamientos " qui ont incarné une nouvelle forme d'habitat populaire face au retrait de l'Etat...), développé depuis une vingtaine d'années dans la banlieue des grandes villes en Argentine, nous enseigne les limites et les possibilités d'action des catégories les plus pauvres en milieu urbain. Son analyse, à la lumière de cette expérience, porte un regard moins optimiste que l'image d'une " multitude génératrice ", et remet en question les termes de beaucoup d'analyses des années 1980 qui avaient cherché à y déceler l'émergence de nouveaux mouvements sociaux.

De façon complémentaire, du point de vue de la science politique, Jean De Peña a caractérisé la genèse et l'évolution du mouvement " piquetero ". Il a précisément rappelé que les coupures de routes pratiquées par des " piqueteros " - qui se sont constitués en mouvement national à partir de juillet 2001 - ont débuté en fait en 1997, notamment dans quelques localités de province au sud et au nord et de l'Argentine (à Cutral-Co, Province de Neuquén, puis à Tartagal, Province de Salta)^x. Il s'agit de localités urbaines particulièrement touchées par le rétrécissement du marché de l'emploi du fait des restructurations liées aux privatisations d'entreprises publiques ayant entraîné des licenciements massifs de personnel et la perte sans reconversion de postes de travail^{xi}. La situation a d'ailleurs été à l'origine de la mise en place d'aides d'urgence sociale et de programmes d'emploi transitoire - les Plans dits " Trabajar ".

Les " piqueteros " y ont revendiqué l'accès dès le départ, même si les faibles montants de revenus qu'ils représentent ne permettent pas de satisfaire les nécessités de base. La mise en place de ces Plans en Argentine a bénéficié - notamment depuis 1997 - du financement de la Banque Mondiale. Les politiques de " compensation sociale " des coûts sociaux de l'ajustement structurel - dont le principe est le ciblage et le mode de gestion l'assistance focalisée à l'échelle provinciale et locale - ont proprement incarné dans le courant des années 1990 le " visage humain " de l'intervention des banques multilatérales de développement... Un " visage " dont les traits restent marqués par la remise en cause du droit du travail et de la stabilité de l'emploi, et des droits sociaux en matière de protection sociale. C'est en partie ce que montrent les réformes structurelles régressives concernant directement ou indirectement le rapport salarial, adoptées en Argentine au cours des dernières années sous le poids de la contrainte externe resserrée et endogénéisée, aux fortes implications et conséquences en termes de formes institutionnelles de régulation économique et désaffiliation sociale^{xii}.

Dans ce cadre, la direction de la recomposition sociale et politique à l'oeuvre au sein de la société argentine à partir de la crise contemporaine est nettement plus difficile à cerner que celle des transformations objectives qui ont accompagné le comportement de la macroéconomie pendant les années 1990. Le sens - assurément non univoque - de cette recomposition s'avère particulièrement difficile à anticiper dans un contexte de banqueroute générale et d'éclatement des formes de protestation sociale dont la traduction politique est encore très incertaine. D'autant que cette " banqueroute " ne semble pas être purement économique-financière... mais aussi l'expression d'un grave *default* institutionnel associé au profonde discrédit des instances de médiation et de représentation politique et sociale.

Compte rendu du groupe 5 « la crise politique » organisateur M.F. Schapira

M.F Prévôt Schapira
Paris 8/Credal
Schapira@ivry.cnrs.fr

Argentine : la crise politique

Petite synthèse pour la discussion à partir des « papiers » de I. Cheresky, M. Svampa, S. Pereyra, G. Nardacchione, S. Velut.

- La faiblesse de l'Etat : Un Etat minimum, inefficace et mafieux.

Dans son article « La bancarrota » (*Clarín* 5mars 2002), I. Cheresky montre comment le terme « banqueroute », ne s'applique pas à la seule crise financière, mais à l'Argentine toute entière. Ce terme donne la mesure de la crise qui n'est pas seulement conjoncturelle. On ne peut pas réduire les causes de la crise aux seules politiques menées durant le ménémisme, même si à l'évidence elles ont précipité l'Argentine dans le chaos. Les événements « extraordinaires » du 19 et 20 décembre 2001 marquent bel et bien la fin du « cycle (infâme) ménémiste ».

La crise a mis à nu la très grande faiblesse de l'Etat responsable de la « banqueroute », un Etat qui n'a pas été capable, jamais, de lutter contre l'évasion fiscale, contribuant ainsi à l'élévation de la dette (évasion des entrepreneurs, des commerçants, de la société dans son ensemble emportée dans la logique « du sauve qui peut »), un Etat de moins en moins *benefactor* (détérioration de toutes les formes de protection sociale), un Etat « distributeur » qui répartit de manière fragmentée et perverse, sous des formes coporatistes et clientélistes. Ici on pourrait développer les politiques de lutte contre la pauvreté mises en place par Duhalde dans le Conurbano (Prévôt Schapira) ou le fonctionnement du fédéralisme argentin (Prévôt Schapira, Velut). Un gouvernement incapable de « discipliner », de mettre en cohérence les différents intérêts des groupes et des régions (cf. la dimension territoriale de la crise).

- Responsabilité de la classe politique et discrédit du politique.

Des partis affaiblis par le discours de la « pensée unique » des années 90, la dépendance du politique à l'économie et la frustration de l'expérience de l'Alianza. Les électeurs ont voté massivement blanc ou nul aux élections du 14 octobre 2001 (mais pas désintérêt pour la chose publique ?), soulignant la crise de la matrice politique et la subordination de manière insistante, de Menem à de La Ruá, de la politique à l'économie. La politique s'est vue réduite à des « figures » politiques médiatisées, sans relation avec la base, dans un climat de méfiance à l'égard du *movimentismo* associé au populisme autoritaire (Svampa). Cette double crise de la représentation et de la participation s'est traduite par une séparation entre la société et la classe politique tournée sur elle-même, de plus en plus « autiste », soudée par des accords et des pactes secrets, soustrayant ainsi les décisions politiques au débat, même parlementaire.

- Qu'y-a-t- il derrière le bruit des casseroles ? l'ambivalence du Cacerolazo

La protestation des classes moyennes soulève bien des questions, à la différence des *saqueos* qui semblent, à beacoup, dans la logique des choses. Les pauvres des banlieues, de l'extrême périphérie, se sont livrés comme en 1989, poussés par la faim et par la misère,

à des pillages. Ils ne sont pas perçus par les analystes comme des protagonistes, mais comme des « jacques » manipulés par les *punteros* péronistes (lecture « conspirative » des événements).

En revanche, la mobilisation spontanée des classes moyennes, sans médiations, a surpris, après quinze années d'un processus de dégradation des conditions de vie d'une large partie d'entre elles, qui avaient entraîné le déploiement de stratégies individuelles de survie, le repli sur l'espace privé et pour ceux qui le pouvaient, la fuite en avant dans la consommation (Cf. M. Svampa *el ciudadano consumidor*), dans un climat d'incrédulité croissante à l'égard de la politique, après l'échec de l'Alianza qu'elle avait portée au pouvoir.

Mais que reste-t-il de la classe moyenne ? M. Svampa dans son papier insiste sur la très grande hétérogénéité de la classe moyenne, sur son absence de projet, sinon sa force de « veto » qui a provoqué la chute de De la Rúa, puis de Rodriguez Sáa. Le discours populiste de Sáa n'a pas été entendu (1 million de plans *Trabajar*) même assorti du discours des droits de l'homme. (*caudillo* autoritaire, confondant la nouvelle situation politique avec des primaires du parti péroniste).

Le *cacerolazo* est une mobilisation hétérogène dont le point commun est son opposition au gouvernement, son allergie aux « políticos », allergie attisée par les restrictions bancaires. (M. Svampa insiste sur le fait que dans un premier temps, il y a eu deux acteurs dans la protestation : les classes moyennes et les jeunes qui sont les plus touchés par la crise, qui n'ont rien à perdre, qui sont venus pour en découdre avec la police délictueuse dont ils sont les premières victimes).

- « *Que se vayan todos* » : un mouvement anti-politique

Dans ces événements, quelle est la place du politique ? Cette mobilisation a montré le divorce existant entre les classes moyennes et le politique. Peut-on voir se dessiner la possibilité de reconstruction d'une autorité et de représentants légitimes aux yeux de la société ?

Ces mouvements peuvent-ils faire émerger des solutions politiques ? Les points de vue expriment à la fois un certain espoir et beaucoup de scepticisme (cf. papier de G. Nardacchione pour qui le problème se situe dans le conflit d'interprétation).

Le *cacerolazo* va-t-il se transformer en action ? (Cf. S. Pereyra). Comment dépasser le simple mouvement de colère, sans mot d'ordre, fort de son seul pouvoir de « veto » ? Cheresky souligne le danger d'une interprétation manichéiste qui ferait de la société, les « bons » et des dirigeants, les « mauvais » (tous pourris) et le danger des formes d'expression anti-institutionnelles, peu conformes à la démocratie et aux droits de l'homme, faisant sa propre justice contre la justice corrompue, une justice expéditive popularisée par les « escraches » qui peuvent aller jusqu'au « lynchage ».

Mais en même temps, la société mobilisée est porteuse de certains espoirs. et l'on ne pas réduire le mouvement à une simple protestation d'épargnants frustrés et angoissés par la fin du modèle de consommation. Ces protestations ont quelque chose de plus que qu'une simple volonté de « sauver les meubles ». Les assemblées de quartier ont permis d'exprimer le rejet d'une certaine politique, également l'immense frustration à l'égard de l'Alliance, le rejet de la corruption.

Comment transformer ce mouvement de révoltes en mouvement social ? (Cf. Svampa). Est-ce la continuation des protestations « civiques » des années 90 (apagones, boycott des « privatisées »). Que va-t-il rester du *Cacerolazo*? L'assouplissement des restrictions bancaires emportera-t-il le mouvement ?

- *Le retour du péronisme « infini » : faible légitimité*

Toutes ces questions restent ouvertes, mais la situation actuelle souligne l'incapacité du gouvernement actuel à construire un nouveau compromis politique, sans programme économique, dans la seule attente d'un accord avec le FMI.

Le gouvernement de E. Duhalde est un gouvernement « par défaut », légal certes, qui bénéficie de l'appui de la classe politique dans son ensemble, conforté par « l'union sacrée » radicale-péroniste, mais dont la légitimité (« coup de force légal » pour ceux qui réclament des élections) est faible, gouvernement malmené par les clans de son propre parti d'une part et par la protestation des « casseroles » et des « piqueteros », peu crédible aux yeux mêmes du FMI qui mesure la fragilité de l'alliance politique qui a porté Duhalde au pouvoir et dialogue directement avec les gouverneurs pour leur faire accepter la réduction de la dépense publique et la fin de l'émission de monnaies provinciales (l'envoyé du FMI, Anoop Singh a rencontré Reutman, le gouverneur de Santa Fé, le possible successeur de Duhalde s'il devait y avoir des élections anticipées).

Ce sont les gouverneurs péronistes qui occupent le devant de la scène politique, divisés en clans en fonction de leur posture dans le jeu fédéral (les petites provinces contre les grandes), installés dans leurs bastions provinciaux, de telle sorte que certains dénoncent un retour à l'organisation pré-nationale du territoire (Cf. texte sur le fédéralisme). Car la dimension territoriale et fédérale est centrale pour comprendre l'agenda des réformes de l'équipe cavalliste et l'ampleur de la crise. L'organisation territoriale du fédéralisme argentin a joué un rôle décisif dans la viabilité de la réforme économique au début des années 90. Elle fut assurée par la segmentation régionale des modèles de construction des coalitions politiques et par l'échelonnement de l'ajustement. Le coût social et politique des réformes a été dans un premier temps plus élevé dans les régions métropolitaines, notamment dans l'agglomération de Buenos Aires, tandis que les petites provinces, sureprésentées dans le système électoral, furent jusqu'à l'effet Tequila épargnées. Elles ont été un contrepoids aux aléas électoraux des zones métropolitaines où a surgi le Frepaso et à la dissidence syndicale.

-Et les élites et les grands groupes économiques ? Dollarizacion ou pesificación?

Cf. Pagina 12, 16 mars 2002

Il n'y a pas d'accord sur la marche à suivre entre les entrepreneurs (des intérêts divergents entre les industriels et les banquiers), sinon que avec des revenus en pesos et des dettes en dollars aucune entreprise, si prospère soit-elle, ne peut résister. Des représentants des grands groupes économiques Fiat, Alpargatas, Techint, San Cor, Ingenios Ledesma) proches de l'UIA (Union Industrielle argentine) ont rencontré Duhalde (15 mars 2002) pour apporter leur appui au ministre de la « Production » (lieu des lobbies industriels) dirigé par un des leurs, en butte à l'hostilité du ministre de l'Economie et demander de participer à la renégociation de la dette au même titre que l'Etat et former un conseil consultatif pour encadrer le ministre et donner une image autre de l'Argentine à l'extérieur que celle d'un « président populiste désorienté » ?

ⁱ Cf. « Les agences de notation, arbitres contestés des marchés financiers », *Le Monde*, jeudi 28 mars 2002.

ⁱⁱ Célia Himelfarb, « Libéralisme et hyper-inflation en Argentine », Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, décembre 1990, 32 p.

ⁱⁱⁱ Nous reprenons cette perspective d'analyse dans : Susana Peñalva, « Libéralisation, déstructuration de la société salariale et désaffiliation en Argentine. Cadre d'interprétation et hypothèses de recherche sur la genèse de la crise sociale et institutionnelle contemporaine », ronéotypé, Paris, juin 2002, 25 p.

^{iv} Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, collection « L'espace du politique », 1995, p 438.

^v Cf. “ La situación ocupacional a fines de la Convertibilidad ”, rapport sur la situation de l’emploi préparé par des chercheurs du CEIL-PIETTE/CONICET (Buenos Aires, 10 janvier 2002, 7 p.), sur la base des données relevées par le deuxième recensement annuel (octobre 2001) de l’EPH (Enquête Permanente aux Foyers, effectuée depuis 1974 aux mois de mai et d’octobre de chaque année par l’INDEC ; pratiquée à l’échelle des 28 agglomérations urbaines de l’Argentine, on estime qu’elle représente environ 87% de la population totale du pays).

^{vi} S.E.T, Consultores en Sociología-Economía-Trabajo, “ Informe de coyuntura laboral ”, Buenos Aires, décembre 2001, 58 p.

^{vii} Ibidem.

^{viii} Denis Merklen, “ Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine ”, Thèse de doctorat de Sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, décembre 2001.

^{ix} D. Merklen, “ Vivir en los márgenes: la lógica del cazador. Notas sobre sociabilidad y cultura en los asentamientos del Gran Buenos Aires hacia fines de los 90 ”, in : M. Svampa (editora), *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento - Editorial Biblos, 2000, pp. 81-119.

^x Jean De Peña, Morgane Iserte et Juan Montes Cató, “ Informe sobre contexto y situación del “Movimiento Piquetero” ”, Document de travail préparé pour Médecins du monde en Argentine, novembre 2001, 10 p.

^{xi} Cf. S. Peñalva, “ Retirada del Estado, flexibilidad neoliberal y desintegración social a la luz de un enfoque institucionalista. Efectos y consecuencias sociales del proceso privatizador a partir del caso de SOMISA ”, in : M. Baima de Borri, S. Cesilini, A. Rofman (Comp.), *Privatizaciones e impacto en los sectores populares*, Buenos Aires, Banco Mundial - Grupo de trabajo de ONGs sobre el Banco Mundial - Instituto de Investigaciones del Nuevo Estado - Editorial de Belgrano, 2000, pp. 121-153.

^{xii} Cf. S. Peñalva, “ Regulación económica y (des)protección social en la sociedad salarial. Las reformas orientadas al mercado y sus implicaciones institucionales en la Argentina ”, in *Revista Ciclos en la historia, la economía y la sociedad*, Año XI, Vol. XI, N° 21, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones de Historia Económica y Social/Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Buenos Aires, premier semestre 2001, pp. 181-223.